



**Plus dangereuse, plus opaque, plus puissante :
Les députés européens doivent dire NON à la nouvelle Frontex !**

Mercredi 6 juillet, le Parlement européen, en séance plénière, entérinera le remplacement de Frontex par un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes. Cette nouvelle agence sera en fait une version renforcée de l'agence Frontex, dotée de plus de pouvoirs, mais toujours sans contrôle indépendant de ses agissements, voire des violations des droits durant ses opérations.

Le Parlement européen va très probablement adopter un texte qui présente, à tort, la migration comme menace à la sécurité, et qui se concentre uniquement sur le contrôle et le non-franchissement des frontières. Ce document ne répond pas à l'urgence de la situation humanitaire aux frontières extérieures de l'Union européenne. Il ignore les inquiétudes liées au respect des droits fondamentaux, qui sont pourtant fondées et documentées.

Si le texte est approuvé, la nouvelle agence verra ses pouvoirs étendus, en particulier :

- Collecte et traitement plus important des données personnelles des personnes migrantes, faisant de l'agence un « hub » de données personnelles. En dépit de l'avertissement lancé par le Contrôleur européen de la protection des données, les députés vont probablement voter un texte qui permettra de traiter ces informations et de les transmettre à Europol sans les garanties nécessaires en matière de protection des données.
- Irresponsabilité totale en cas de violation des droits : le mécanisme de plainte proposé ne répond pas aux exigences d'indépendance et n'apporte pas de solution au problème actuel de l'irresponsabilité juridique de Frontex. Il semblerait que l'UE ne veuille pas régler le grave problème d'impunité – maintes fois dénoncé [par la campagne Frontexit](#) et [par le Médiateur européen](#) – en dépit de cas avérés de violations des droits humains pendant les opérations conduites par l'agence.
- Déploiement accru hors Europe (voir carte ci-jointe), hors de tout contrôle du Parlement européen et des parlements nationaux

Frontexit exhorte tous les eurodéputés à voter contre le nouveau règlement le 6 juillet en séance plénière, qui entérine l'idée que les personnes en migration sont une menace à la sécurité et ne répond pas au défi posé actuellement à l'Europe.

Frontexit en partenariat avec le collectif strasbourgeois pour une autre politique migratoire organisera une action devant le Parlement européen, le mardi 5 juillet à 14h pour dire NON à une Europe sécuritaire

Plus d'informations : [Une agence de garde-côtes et de garde-frontières européenne – Inquiétudes sur le mandat de la « nouvelle Frontex »](#)

Contacts :

Rafaël Flichmann, La Cimade: +33 (0)6 42 15 77 14
Hayet Zehgiche, EuroMed Rights : 0032 488 08 00 41